

Devenons artisans du changement et de la paix !

Le droit de manger est le premier droit de l'homme

Le 4 janvier 2023



On se moque de nous, de notre travail et de notre dignité. Alors que la baguette française vient d'être classée au patrimoine mondial de l'Unesco (ça ne mange pas de pain...), en France, **jusqu'à 80 %** des 33 000 artisans boulangers risquent de fermer cette année, tout comme un bon nombre d'artisans bouchers, commerçants, restaurateurs, PME et TPE.

Assommés par l'explosion de leurs factures d'énergie et de matières premières, leur disparition programmée révèle brutalement la nature d'**un système devenu cannibale**.

Rien que pour les boulangers, les chiffres donnent le vertige : coût de l'énergie (électricité, gaz) ? Multiplié par 3 ou 4, voire par 22 ! Celui des matières premières (farine, beurre, crème, œufs, sel, papier d'emballage, etc.) ? Multiplié par 50 % en moyenne ! Impossible de tenir dans pareilles conditions. La galette des rois sera bientôt réservée aux monarques !

Pas question de répercuter de telles hausses sur les prix de vente (on voit mal la baguette atteignant 5 ou 7 €...), les licenciements préventifs se multiplient, avec parents, enfants et autres membres de la famille appelés au secours pour « sauver » (à titre gratuit) le fiston où le père...

Pour le monde rural et ses 36 000 communes, la liquidation des artisans boulangers, en particulier, est **un coup de poignard dans le dos** de tous ceux qui se sont démenés ces dernières années pour sauvegarder des commerces de proximité au service d'une population qui en dépend.

Bien que Macron affirme craindre la conjonction des colères populaires, qui risquent de fédérer retraités, chômeurs, services publics, artisans et Gilets jaunes, pour l'instant, il semble surtout paniqué par ce qu'en disent les marchés financiers et Bruxelles, qui gère une zone euro menacée de dislocation. **Ne soyons pas dupes !** Ce qui arrive n'est pas une chose imprévisible, provoquée par telle guerre ou telle

pandémie. C'est **une politique délibérée de pillage** de l'économie réelle afin de maintenir la valeur de titres financiers créés à partir de rien.

C'est pourquoi le gouvernement s'interdit de remettre en cause les privilèges d'une finance devenue folle, à l'origine des règles européennes qui font tant de mal. Certes, il consentira à « accompagner » l'euthanasie de nos artisans en leur accordant des délais de paiement pour leurs impôts et cotisations sociales, appelant les préfetures à étudier les dossiers au cas par cas. « *Au global, on prend en charge, avec ces différentes aides, de l'ordre de 40 % de la facture d'électricité* », s'est vantée Elisabeth

Borne, admettant toutefois que le reste (60 %) devra être assumé par ceux qui font face au dépôt de bilan et pour qui vivre d'aides n'est qu'une humiliation supplémentaire. C'est inadmissible !

Pour sortir de la nasse, S&P se bat pour un juste prix pour tous, en procédant à :

1 la sortie immédiate du mécanisme européen qui définit le prix de l'électricité en fonction du gaz ;

2 la fixation du prix du gaz entre États fournisseurs et consommateurs par des contrats à long terme, hors des mécanismes spéculatifs du type TTF aux Pays-Bas (entre entreprises et banques privées) ;

3 l'ouverture immédiate, sans condition préalable, de négociations de paix pour

mettre fin au conflit en Ukraine, en suivant l'offre du pape François de mettre le Vatican à disposition pour y accueillir ces pourparlers. C'est la seule façon de rétablir des échanges normaux et un prix de l'énergie acceptable ;

4 la convocation, de toute urgence, d'une grande conférence internationale en vue d'assainir la finance mondiale (un nouveau « Bretton Woods » incluant le triage des dettes), afin de relancer la coopération internationale et d'éviter la fragmentation de l'économie mondiale en blocs rivaux.

**Arrêtons
de nous laisser
rouler dans la
farine ! Priorité au
travail contre
la finance
folle !**

pour qui vivre d'aides n'est qu'une humiliation supplémentaire. C'est inadmissible !

Pour sortir de la nasse, S&P se bat pour un juste prix pour tous, en procédant à :

1 la sortie immédiate du mécanisme européen qui définit le prix de l'électricité en fonction du gaz ;

2 la fixation du prix du gaz entre États fournisseurs et consommateurs par des contrats à long terme, hors des mécanismes spéculatifs du type TTF aux Pays-Bas (entre entreprises et banques privées) ;

3 l'ouverture immédiate, sans condition préalable, de négociations de paix pour

mettre fin au conflit en Ukraine, en suivant l'offre du pape François de mettre le Vatican à disposition pour y accueillir ces pourparlers. C'est la seule façon de rétablir des échanges normaux et un prix de l'énergie acceptable ;

4 la convocation, de toute urgence, d'une grande conférence internationale en vue d'assainir la finance mondiale (un nouveau « Bretton Woods » incluant le triage des dettes), afin de relancer la coopération internationale et d'éviter la fragmentation de l'économie mondiale en blocs rivaux.

Ne pas jeter sur la voie publique svp

Le Collectif pour la Survie des Boulangeries et de L'Artisanat donne **rendez-vous** pour se rendre en cortège en direction du ministère des Finances. **Lundi 23 janvier à 14h00 Place de la Nation à Paris**